13. AOUT 1962
Coordination(2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 14 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la protection civile", a donné le 4 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e juni 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de civiele bescherming", heeft de 4e juli 1962 het volgend advies gegeven :

Le but du projet de loi est d'organiser la protection civile par l'attribution des compétences nécessaires à la réalisation de cet objectif; il est également de mieux définir et d'adapter, en fonction de l'expérience, les principes d'organisation des services communaux d'incendie en vue de réaliser l'indispensable unité des moyens de protection de la population.

\+

\+ +

Le projet gagnerait en clarté s'il était divisé en deux chapitres : le premier relatif à la protection civile et le second contenant toutes les dispositions qui règlent l'organisation des services d'incendie locaux.

Dans chaque chapitre, il y aurait intérêt à regrouper les dispositions par organe et par compétence octroyée. Cette méthode permettrait de fondre en un seul article diverses dispositions qui ont sensiblement le même objet.

Un projet remanié dans ce sens est annexé au présent avis.

\+

\+ +

.../...

L'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

La protection civile comprend l'ensemble des mesures civiles destinées à assurer la protection et la survie de la population, ainsi que la sauvegarde du patrimoine national en cas de conflit armé. Elle a également pour objet de secourir les personnes et de protéger les biens en tout temps lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres".

Les mots "et des moyens" peuvent être omis, la formule "l'ensemble des mesures" couvrant par sa généralité toutes les hypothèses.

L'article 2 donne au Roi le pouvoir de prescrire les mesures à prendre en matière de protection civile; il s'agit d'une compétence réglementaire. Il charge également le Ministre de l'Intérieur de l'organisation générale de la protection civile et de sa coordination.

Par souci de clarté, il est proposé de scinder l'article 2 afin de regrouper toutes les dispositions qui ont trait à la compétence réglementaire du Roi dans un article et toutes celles qui concernent les pouvoirs d'organisation du Ministre dans un autre article.

En prévision du cas où la protection civile serait ultérieurement rattachée à un autre Ministère, il est proposé de remplacer les mots "le Ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions" par l'expression "le Ministre qui a la protection civile dans ses attributions".

.../...

Le premier alinéa de l'article 2 charge le Ministre de coordonner la préparation et l'application des mesures de protection civile au sein des divers départements ministériels, alors que, suivant l'exposé des motifs, la coordination s'exécuterait également au niveau des établissements et des organismes soumis à la tutelle et au contrôle de l'Etat. Le texte du projet ne concorde pas avec celui de l'exposé des motifs, qui traduit l'intention du Gouvernement. Il y aurait donc lieu de remplacer les mots "départements ministériels" par les mots "organismes publics" , qui ont une portée plus large.

Le deuxième alinéa de l'article 2, éclairé par l'exposé des motifs, rappelle l'article 1er de la loi du 16 juin 1937 attribuant au Roi le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation de la Nation et la protection de la population en cas de guerre.

Etant donné que le présent projet règle tout ce qui est relatif à la protection civile, il y aurait lieu de supprimer dans l'intitulé et dans l'article 1er de la loi du 16 juin 1937 les mots relatifs à la protection de la population afin d'éviter toute ambiguïté.

Dans l'article 3, les premier et deuxième alinéas peuvent être omis : puisque la loi charge le pouvoir exécutif de prendre toutes les mesures requises à la protection civile de la population, le Roi puise dans les articles 29 et 66 de la Constitution le pouvoir propre d'organiser les services d'administration générale nécessaires, en ce compris les services extérieurs et les services d'intervention.

.../...

Les articles 11 et suivants du projet déterminent les principes d'organisation des services communaux d'incendie; la deuxième phrase de l'alinéa 3 de l'article 3 du projet devient, dès lors, inutile et peut être omise, puisqu'elle ne fait qu'annoncer les articles suivants.

Au dernier alinéa, il s'indique de compléter les mots "incorporation d'office" par les mots "d'habitants",et de modifier en conséquence le texte néerlandais qui emploie le mot "burgers".

L'article 4 confie un certain pouvoir de réquisition au Ministre, à son délégué et aux officiers des services communaux d'incendie. Il semble qu'il serait judicieux de donner le même pouvoir au chef de groupe régional créé par l'article 11, puisque cet officier sera chargé de coordonner sur les lieux des sinistres les opérations des services d'incendie.

Dans son avis L. 7218 rendu à la suite d'une procédure d'urgence, le Conseil d'Etat n'avait pas formulé d'observation au sujet de la rédaction de la dernière phrase de l'article 4 relative à l'exonération de réparation. Il croit cependant que la formule employée par l'article 30 de l'arrêté royal du 20 mai 1939 est plus claire et mériterait d'être reproduite : "les réparations ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime".

.../...

Dans l'article 5, l'intention du Gouvernement semble ne pas être de suspendre les contrats de louage de services et d'apprentissage au profit des employeurs, si ces derniers font partie du service de la protection civile. Il est proposé, dès lors, de remplacer le mot "personnes" par le terme "travailleurs", et de remplacer par les mots "contrat de louage de services" les mots "contrat de travail" et "contrat d'emploi", de manière à éviter des interprétations restrictives.

A l'article 6, il est préférable de remplacer les mots "établissements, organismes et personnes assumant un service public ou d'utilité publique" par l'expression plus générale de "services publics".

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Le Roi peut imposer l'aménagement d'emplacements spéciaux en vue de la protection contre les faits de guerre lors de la construction, de la reconstruction ou de la transformation d'immeubles. Les permis de bâtir ne seront délivrés que si les plans sont conformes aux règles établies en exécution de la présente loi".

L'article 9 donne au Ministre un pouvoir extrêmement étendu, qui peut se justifier en temps de guerre ou en période de cataclysme. Toutefois, pour mieux marquer le caractère limitatif de la dérogation que l'article apporte au principe de la liberté individuelle, consacré par l'article 7 de la Constitution, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il convient de supprimer les mots "en tout temps",et de les remplacer par les mots "lorsqu'il y a menace d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres".

L'article 10 ne fait pas mention de l'application du livre Ier du Code pénal, alors que l'article 48 de l'arrêté royal du 20 mai 1939 portant organisation générale de la protection passive des populations contre les attaques aériennes prévoyait l'application de ce livre Ier aux infractions établies par l'arrêté.

En vertu de l'article 100 du Code pénal, les dispositions du premier livre de ce Code sont appliquées aux infractions prévues par les lois et règlements particuliers, à l'exception, notamment, de l'article 85 relatif aux circonstances atténuantes. Si le Gouvernement n'avait pas l'intention d'exclure l'application de cet article 85, il y aurait lieu de compléter l'article 10.

En vertu de l'alinéa 2 de l'article 10, le Ministre peut décider l'exécution d'office de toutes mesures prescrites aux frais des réfractaires ou des défaillants. Dans l'état actuel du texte, le Ministre n'a pas le pouvoir de récupérer d'office les frais exposés; il doit assigner devant le tribunal civil. L'article 51 de l'arrêté royal du 20 mai 1939 permettait de récupérer les frais par voie de la contrainte, comme en matière d'enregistrement.

Dans les articles 11 et suivants, il conviendrait, en vue d'assurer l'unité dans la terminologie, de remplacer l'expression "corps de sapeurs-pompiers" par celle de "services communaux d'incendie", employée dans les articles 3 et 4.

.../...

Les articles 12 et 13 ont trait à l'organisation des services communaux d'incendie ou corps de sapeurs-pompiers. Il est suggéré d'introduire ces dispositions dans la loi communale en remplacement de l'article 128 de cette loi.

L'article 14 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

Le Roi organise l'inspection des services communaux d'incendie ... (la suite comme au projet)...".

La version française du premier alinéa de l'article 15 porte que le gouverneur peut arrêter les mesures requises,"les autorités responsables entendues", alors que la version néerlandaise contient les mots "de verantwoordelijke overtreder gehoord". Il y aurait lieu d'assurer la concordance entre les deux versions.

Le deuxième alinéa du même article attribue au gouverneur le pouvoir de statuer sur le recours d'une commune "en matière de conventions". Telle qu'elle est rédigée, cette disposition pourrait être comprise comme donnant au gouverneur la compétence de se prononcer sur l'exécution des conventions conclues entre communes, ce qui serait contraire à l'article 92 de la Constitution. La rédaction de cet alinéa devrait être plus précise.

+

+ +

.../...

Il conviendrait que l'arrêté royal du 15 mars 1935 relatif à l'organisation générale des services d'incendie, à l'exception de son article 4, soit abrogé par le Roi au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur la protection civile.

\+

\+ +

Les autres modifications de forme sont contenues dans le texte remanié figurant en annexe.

\+

\+ +

.../...

PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION CIVILE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier.- DE LA PROTECTION CIVILE.

CONCORDANCE AVEC LE PROJET DU GOUVERNEMENT.

Article 1er.-

Art. 1er.

La protection civile comprend l'ensemble des mesures civiles destinées à assurer la protection et la survie de la population ainsi que la sauvegarde du patrimoine national en cas de conflit armé. Elle a également pour objet de secourir les personnes et de protéger les biens en tout temps lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres.

Article 2.-

Le Roi prescrit les mesures à prendre en matière de protection civile.

Art. 2, al. 4.

Il peut établir un programme minimum de mesures de protection civile à appliquer par les services qu'il désigne.

Art. 6.

.../...

Il peut prescrire un programme minimum de protection civile à chaque habitant, à tout organisme privé et à tout établissement d'utilité publique. Art. 7.

Le Roi peut imposer l'aménagement d'emplacements spéciaux en vue de la protection contre les faits de guerre lors de la construction, de la reconstruction ou de la transformation d'immeubles. Les permis de bâtir ne seront délivrés que si les plans sont conformes aux règles établies en exécution de la présente loi. Art. 8.

Article 3.-

En temps de guerre ou aux époques y assimilées par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, le Roi peut ordonner l'incorporation d'office d'habitants dans les services de la protection civile et, au besoin, autoriser cette incorporation dans les services communaux d'incendie. Art.3, al.5.

Article 4.-

Le Ministre, qui a la protection civile dans ses attributions, prend, pour l'ensemble du territoire national, les mesures nécessaires à la protection civile. Il coordonne la préparation et l'application de ces mesures au sein des divers organismes publics. Art. 2, al.1.

Cette coordination vise également toutes les mesures relatives à la mise en oeuvre des ressources de la Nation qui doivent être prises, même en temps de paix, en vue d'assurer la protection civile en temps de guerre. Art.2, al. 2.

.../...

Le Ministre exerce ses attributions à l'égard des problèmes de la protection civile traités dans les organisations internationales et à propos des échanges internationaux utiles dans ce domaine. Art.2, al. 3.

Article 5.-

Le Ministre , qui a la protection civile dans ses attributions, son délégué ou le chef de groupe régional dont il est question à l'article 10,peut, en temps de paix, procéder à la réquisition des personnes ou des choses jugées nécessaires pour les besoins de la protection civile dans le cadre de ses interventions. Art. 4.

Le même pouvoir est reconnu aux officiers des services communaux d'incendie. Art. 4.

L'Etat, dans le premier cas et la commune sur le territoire de laquelle l'intervention a eu lieu, dans le second cas, sont tenus à la réparation des dommages occasionnés aux personnes et aux choses ainsi requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu. Les réparations ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime. Art. 4.

Pendant la durée des prestations d'intervention des services de la protection civile et des services communaux d'incendie, le contrat de louage de services et le contrat d'apprentissage sont suspendus au profit des travailleurs qui font partie de ces services ou qui font l'objet d'une réquisition en cette circonstance. Art. 5.

.../...

Article 6.-

Le Ministre,qui a la protection civile dans ses attributions,peut, lorsqu'il y a menace d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, obliger la population,en vue d'assurer la protection de celle-ci,à s'éloigner des lieux ou régions particulièrement exposés, menacés ou sinistrés,et assigner un lieu de séjour provisoire aux personnes visées par cette mesure; il peut, pour le même motif, interdire tout déplacement ou mouvement de la population. Art. 9.

Article 7.-

Le refus ou la négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de la présente loi sera puni, en temps de paix, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents francs,ou d'une de ces peines seulement,et, en temps de guerre ou aux époques y assimilées, d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de cinq cents à mille francs,ou d'une de ces peines seulement. Art. 10.

Le Ministre,qui a la protection civile dans ses attributions,pourra, en outre, faire procéder d'office à l'exécution desdites mesures, aux frais exclusifs des réfractaires ou des défaillants.

Article 8.-

Les services communaux d'incendie peuvent être appelés à intervenir conjointement avec les services de la protection civile. Art.3, al. 3.

.../...

Le Ministre, qui a la protection civile dans ses attributions, arrête les modalités de coordination des opérations dans lesquelles interviennent conjointement des services de la protection civile et des services communaux d'incendie. Art.3, al. 4.

Les provinces et les communes peuvent être tenues de mettre à la disposition des services de la protection civile les terrains, les locaux, le mobilier et les fournitures nécessaires soit à l'instruction du personnel desdits services, soit à l'exécution des mesures de protection civile sur leur territoire; le Roi fixe les modalités d'indemnisation éventuelle à prévoir en cette matière. Art. 6, al.2.

En temps de guerre, les mesures imposées aux provinces et aux communes sont ordonnées par le gouverneur ou par le bourgmestre en lieu et place des organes provinciaux ou communaux normalement compétents; les règlements et ordonnances deviennent, en ce cas, obligatoires dès leur publication suivant le mode fixé par le gouverneur ou par le bourgmestre. Art. 6, al. 3.

CHAPITRE II. - DES SERVICES COMMUNAUX ET REGIONAUX D'INCENDIE.

Article 9.-

Le Roi organise l'inspection des services communaux d'incendie.

Cette inspection comporte le contrôle sur pièces et sur place, de l'application des dispositions légales et réglementaires et de l'exécution des mesures prévues en matière de prévention et de lutte contre l'incendie. Art. 14.

.../...

Le personnel chargé de l'inspection a, en tout temps, libre accès aux installations dont disposent les services communaux d'incendie et peut procéder à des enquêtes portant notamment sur les mesures de prévention, les moyens de secours, les opérations de sauvetage, les circonstances et les causes des sinistres.

Article 10.-

Les communes de chaque province sont, pour l'organisation générale des services d'incendie, réparties en groupes régionaux. Le gouverneur de la province fixe la composition de ces groupes et désigne dans chaque groupe la commune qui en constitue le centre. Cette commune est tenue, du fait de sa désignation, de disposer d'un service d'incendie avec le personnel et le matériel nécessaires. Art. 11.

Un groupe régional peut être composé de communes appartenant à différentes provinces. Les gouverneurs intéressés fixent de commun accord la composition du groupe et désignent la commune qui en constitue le centre; à défaut d'accord, la décision est prise par le Roi à la demande d'un de ces gouverneurs.

Les autres communes du groupe régional sont tenues soit de maintenir un service d'incendie disposant du personnel et du matériel nécessaires, soit de conclure une convention leur permettant d'avoir recours au service d'incendie de la commune constituant le centre de ce groupe. Le gouverneur de la province peut désigner un chef de groupe régional chargé, selon le mode déterminé par le Roi, de coordonner sur les lieux des sinistres les opérations des services d'incendie d'un même groupe. Art. 11.

.../...

Article 11.-

Lorsqu'une commune reste en défaut de satisfaire aux obligations qui découlent pour elle de l'application de la présente loi, le gouverneur de la province peut, les autorités responsables entendues, arrêter d'office les mesures nécessaires et charger un commissaire spécial de se rendre sur les lieux afin de faire procéder à leur exécution. La procédure relative aux frais de l'envoi sur place dudit commissaire spécial est celle déterminée par l'article 88 de la loi communale. Art. 15.

De même, le gouverneur de la province se prononce, après avoir entendu les parties en cause, sur tout recours dont il est saisi par une commune qui s'estimerait lésée en matière de convention visée à l'article 10, alinéa 3; il arrête les mesures qui s'imposent. S'il s'agit de communes appartenant à différentes provinces, le gouverneur qui s'est prononcé communique sa décision aux autres gouverneurs intéressés qui, en cas d'accord , peuvent arrêter également les mesures nécessaires; à défaut d'accord, la décision est prise par le Roi à la demande d'un de ces gouverneurs Art. 15.
(voir l'observation faite dans l'avis).

Le montant de la redevance à acquitter par une commune, en vertu d'une convention de l'espèce, est transféré par la société anonyme "Crédit communal de Belgique" du compte de cette commune au compte de la commune créancière, sur réquisition du gouverneur de province compétent. Art. 15.

Article 12.-

Le Roi peut, dans les limites des lois budgétaires et aux conditions qu'il détermine, aider les communes qui disposent d'un service d'incendie tant par l'octroi de subventions que par des cessions de matériel acquis spécialement pour les besoins de ces services. Art. 16.

Article 13.-

L'article 128 de la loi communale est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie ainsi que les conventions visées à l'article 10, alinéa 3, de la loi du ... sur la protection civile, doivent être établis en conformité avec un règlement-type et une convention-type arrêtés par le Roi. Art. 12.

Les délibérations du conseil communal ayant trait à cet objet sont soumises à l'approbation du gouverneur de la province.

Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie. Les délibérations du conseil communal portant nomination, promotion, suspension ou révocation des officiers sont soumises à l'approbation du gouverneur de la province. Art. 13.

Aucun corps de sapeurs-pompiers ne peut être armé". Art. 12, al.3.

DISPOSITION ABROGATOIRE.

Article 14.- Art. 17.

§ 1er.

a : Dans l'intitulé de la loi du 16 juin 1937 attribuant au Roi le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation de la Nation et la protection de la population en cas de guerre, les mots "et la protection de la population" sont supprimés.

b : A l'article 1er, alinéa 1er, de la même loi, les mots " et la protection de la population" sont supprimés.

§ 2. L'arrêté royal n°3 du 20 mai 1939 portant organisation générale de la protection passive des populations contre les attaques aériennes, modifié par la loi du 16 juin 1947, est abrogé.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Het ontwerp van wet bedoelt de civiele bescherming te organiseren en kent de daartoe vereiste bevoegdheden toe. Het wil tevens de beginselen van de organisatie der gemeentelijke brandweerdiensten beter omschrijven en aan de hand van opgedane ervaringen aanpassen, met het oog op de noodzakelijke eenmaking van de middelen ter bescherming van de bevolking.

\+
\+ +

Het ontwerp zou aan duidelijkheid winnen, indien het werd verdeeld in twee hoofdstukken, een eerste betreffende de civiele bescherming, een tweede met alle bepalingen tot regeling van de organisatie der plaatselijke brandweerdiensten.

In ieder hoofdstuk zouden de bepalingen gevoeglijk per orgaan en volgens de toegekende bevoegdheid kunnen worden gegroepeerd. Op die wijze zouden verscheidene bepalingen die kennelijk hetzelfde onderwerp hebben, in één artikel kunnen worden samengebracht.

Een in die zin omgewerkt ontwerp is bij dit advies gevoegd.

\+
\+ +

.../...

Artikel 1 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

De civiele bescherming omvat alle civiele maatregelen die moeten dienen om de bescherming en het voortbestaan van de bevolking te verzekeren en om 's lands patrimonium te vrijwaren in geval van gewapend conflict. Zij heeft ook tot doel, bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen en schadegevallen te allen tijde, personen bij te staan en goederen te beschermen".

De woorden "en middelen" kunnen vervallen, aangezien de algemene term "alle civiele maatregelen" alle gevallen dekt.

Krachtens artikel 2 kan de Koning de inzake civiele bescherming te nemen maatregelen voorschrijven ; het gaat hier om een verordeningsbevoegdheid. Het artikel belast ook de Minister van Binnenlandse Zaken met de algemene organisatie en met de coördinatie van de civiele bescherming.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld, artikel 2 te splitsen, ten einde alle bepalingen betreffende 's Konings verordeningsbevoegdheid in één artikel en alle bepalingen betreffende de organisatiebevoegdheid van de Minister in een ander artikel vast te leggen.

.../...

Voor het geval dat de civiele bescherming later onder een ander Ministerie mocht komen te staan, wordt voorgesteld de woorden : "de Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoren" te vervangen door : "de Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort".

Het eerste lid van artikel 2 gelast de Minister de voorbereiding en de toepassing van de maatregelen voor de civiele bescherming in de onderscheiden ministeriële departementen te coördineren, terwijl, volgens de memorie van toelichting, de coördinatie ook zou gelden voor de instellingen en lichamen onder voogdij of controle van de Staat. De tekst van het ontwerp stemt niet overeen met die van de memorie van toelichting, waarin de bedoeling van de Regering tot uiting komt. De woorden "ministeriële departementen" zouden derhalve moeten worden vervangen door de woorden "openbare lichamen",die een ruimere betekenis hebben.

Het tweede lid van artikel 2, verduidelijkt door de memorie van toelichting, herinnert aan artikel 1 van de wet van 16 juni 1937 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt de nodige maatregelen te nemen om 's lands mobilisatie en de bescherming van de bevolking in geval van oorlog te verzekeren. Nu het onderhavige ontwerp alle aspecten van de civiele bescherming regelt, dienen de woorden "en de bescherming van de bevolking" in het opschrift en in artikel 1 van de wet van 16 juni 1937 te worden geschrapt om dubbelzinnigheid te vermijden.

.../...

In artikel 3 kunnen het eerste en het tweede lid vervallen. Aangezien de wet de uitvoerende macht belast met het vaststellen van alle maatregelen inzake civiele bescherming van de bevolking, ontleent de Koning aan de artikelen 29 en 66 van de Grondwet de macht om de nodige diensten van algemeen bestuur, met inbegrip van buitendiensten en interventiediensten in te richten.

De artikelen 11 en volgende van het ontwerp bepalen de beginselen voor de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten ; de tweede volzin van het derde lid van artikel 3 van het ontwerp kan derhalve als overbodig vervallen, aangezien hij slechts de volgende artikelen aankondigt.

In het laatste lid vervange men het woord "burgers" door "inwoners", terwijl in de Franse tekst de woorden "incorporation d'office" moeten worden aangevuld met de woorden "d'habitants".

Artikel 4 verleent aan de Minister, aan zijn gemachtigde, en aan de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten een zekere opvorderingsbevoegdheid. Het schijnt dienstig te zijn, dezelfde bevoegdheid te verlenen aan de gewestelijke groepschef waarvan sprake is in artikel 11, aangezien die officier zal gelast zijn op de plaats van het schadegeval de operaties van de brandweerdiensten te coördineren.

.../...

In zijn advies L.7218, waarvoor spoedbehandeling was gevraagd, heeft de Raad van State geen opmerking gemaakt in verband met de redactie van de laatste volzin van artikel 4 betreffende het niet verschuldigd zijn van vergoeding. Hij acht de in artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 mei 1939 gebruikte formule : "de schadevergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval opzettelijk teweeggebracht werd door het slachtoffer" echter duidelijker en stelt voor ze, enigszins aangepast, over te nemen.

In artikel 5 lijkt de Regering niet te bedoelen, dat de arbeidsovereenkomsten en de leerovereenkomsten worden geschorst ten behoeve van de werkgevers, indien deze deel uitmaken van de dienst voor civiele bescherming. Derhalve wordt voorgesteld het woord "hen" te vervangen door "de werknemers", en de woorden "arbeidsovereenkomsten voor werklieden en voor bedienden" te vervangen door het woord "arbeidsovereenkomsten" om beperkende interpretatie te voorkomen.

In artikel 6 kunnen de woorden "instellingen, lichamen en personen, die een openbare dienst of een dienst van openbaar nut verzekeren", beter worden vervangen door de algemene term "openbare diensten".

Artikel 8 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 8.-

De Koning kan voorschrijven dat bij het bouwen, wederopbouwen of verbouwen van onroerende goederen, daarin speciale plaatsen worden ingericht met

.../...

het oog op bescherming tegen oorlogshandelingen. Bouwvergunningen worden slechts afgegeven als de plans met de ter uitvoering van deze wet vastgestelde regelen stroken".

Artikel 9 verleent aan de Minister een uitermate uitgestrekte bevoegdheid, die kan verantwoord zijn in tijd van oorlog of bij natuurrampen. Om echter met meer nadruk te wijzen op het beperkend karakter van de door het ontwerp toegestane afwijking van het beginsel van de vrijheid van de persoon, dat is neergelegd in artikel 7 van de Grondwet, is de Raad van State van oordeel dat de woorden "te allen tijde" dienen te worden geschrapt en vervangen door "wanneer rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen of schadegevallen dreigen".

Artikel 10 zegt niets over de toepassing van boek I van het Strafwetboek, terwijl artikel 48 van het koninklijk besluit van 20 mei 1939 houdende algemene inrichting van de passieve bescherming van de bevolking tegen luchtaanvallen genoemd boek I toepasselijk verklaarde op de in het besluit bepaalde misdrijven.

Krachtens artikel 100 van het Strafwetboek worden de bepalingen van het eerste boek van dat Wetboek toegepast op de misdrijven omschreven in de bijzondere wetten en verordeningen, met uitzondering onder meer van artikel 85 betreffende de verzachtende omstandigheden. Mocht het niet in de bedoeling van de Regering liggen, toepassing van genoemd artikel 85 uit te sluiten, dan dient artikel 10 te worden aangevuld.

.../...

Krachtens het tweede lid van artikel 10 kan de Minister alle voorgeschreven maatregelen ambtshalve doen uitvoeren op kosten van de weerspannigen of van hen die in gebreke zijn gebleven. Zoals de tekst thans is gesteld kan de Minister de gedane kosten niet ambtshalve terugvorderen, maar moet hij voor de burgerlijke rechtbank dagvaarden. Op grond van artikel 51 van het koninklijk besluit van 20 mei 1939 konden de kosten worden ingevorderd bij dwangbevel, zoals inzake registratie.

In de artikelen 11 en volgende dient, ter wille van een eenvormige terminologie, het woord "brandweerkorps" te worden vervangen door de woorden "gemeentelijke brandweerdiensten", die in de artikelen 3 en 4 zijn gebruikt.

De artikelen 12 en 13 hebben betrekking op de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten of brandweerkorpsen. Voorgesteld wordt, deze bepalingen in te voegen in de gemeentewet en bijgevolg artikel 128 van die wet te vervangen.

Artikel 14 kan beter worden gelezen als volgt :

"<u>Artikel 14.-</u>

De Koning organiseert de inspectie van de gemeentelijke brandweerdiensten ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

In de Nederlandse tekst van het eerste lid van artikel 15 staat dat de provinciegouverneur de nodige maatregelen kan vaststellen, "de verantwoordelijke overtreder gehoord", terwijl de Franse versie zegt "les autorités responsables entendues". Beide versies moeten in overeenstemming worden gebracht.

Het tweede lid van hetzelfde artikel machtigt de gouverneur te beschikken op het beroep van een gemeente "inzake een overeenkomst". Zoals deze bepaling is gesteld, kan zij de indruk wekken, dat de gouverneur bevoegd wordt om uitspraak te doen over de uitvoering van tussen gemeenten gesloten overeenkomsten, hetgeen in strijd zou zijn met artikel 92 van de Grondwet. Dit lid zou duidelijker moeten worden gesteld.

\+

\+ \+

Het koninklijk besluit van 15 maart 1935 omtrent de algemene organisatie van de brandweerdiensten, behalve artikel 4, zou door de Koning moeten worden opgeheven bij de inwerkingtreding van de wet op de civiele bescherming.

\+

\+ \+

De overige vormwijzigingen zijn opgenomen in de omgewerkte tekst die als bijlage bij dit advies is gevoegd.

\+

\+ \+

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE CIVIELE BESCHERMING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- CIVIELE BESCHERMING.

OVEREENSTEMMING MET HET REGERINGS-ONTWERP.

Artikel 1.-

Art. 1.

De civiele bescherming omvat alle civiele maatregelen die moeten dienen om de bescherming en het voortbestaan van de bevolking te verzekeren, en om 's lands patrimonium te vrijwaren in geval van gewapend conflict. Zij heeft ook tot doel bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen en schadegevallen, te allen tijde personen bij te staan en goederen te beschermen.

.../...

Artikel 2.-

De Koning schrijft de inzake civiele bescherming te nemen maatregelen voor. Art.2,vierde lid

Hij kan een minimumprogramma van maatregelen tot civiele bescherming opmaken, hetwelk de door hem aangewezen openbare diensten moeten toepassen. Art. 6.

Hij kan een minimumprogramma voor de civiele bescherming voorschrijven aan iedere inwoner, aan ieder privaat lichaam en aan iedere instelling van openbaar nut. Art. 7.

De Koning kan voorschrijven dat bij het bouwen, wederopbouwen of verbouwen van onroerende goederen, daarin speciale plaatsen worden ingericht met het oog op bescherming tegen oorlogshandelingen. Bouwvergunningen worden slechts afgegeven als de plans met de ter uitvoering van deze wet vastgestelde regelen stroken. Art. 8.

Artikel 3.-

In oorlogstijd of in perioden die daarmede door artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen gelijkgesteld zijn, kan de Koning bevelen dat inwoners in de diensten van de civiele bescherming ambtshalve worden ingelijfd, en,zo nodig, machtiging verlenen om hen in de gemeentelijke brandweerdiensten in te lijven. Art.3,vijfde lid

Artikel 4.-

De Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort, neemt over geheel 's lands grondgebied de maatregelen die voor de civiele bescherming vereist zijn.

.../...

Hij coördineert de voorbereiding en de toepassing van die maatregelen in de verschillende openbare lichamen. Art.2,eerste lid.

Die coördinatie heeft ook betrekking op alle maatregelen in verband met het aanwenden van de middelen van de Natie, die reeds in vredestijd moeten worden genomen met het oog op de civiele bescherming in oorlogstijd. Art.2,tweede lid.

De Minister oefent zijn bevoegdheid uit ten aanzien van de vraagstukken met betrekking tot de civiele bescherming die in internationale organisaties worden behandeld, en naar aanleiding van de op dat gebied dienstige internationale uitwisselingen. Art.2,derde lid.

Artikel 5.-

De Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort, zijn gemachtigde of de in artikel 10 bedoelde gewestelijke groepschef, kan in vredestijd personen of zaken opvorderen die voor de behoeften van de civiele bescherming nodig worden geacht in het kader van haar optreden. Art. 4.

Dezelfde bevoegdheid wordt verleend aan de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten. Art. 4.

De Staat in het eerste geval en de gemeente op wier grondgebied werd opgetreden in het tweede geval, zijn gehouden tot het vergoeden van de schade, welke aan de aldus opgevorderde personen en zaken is toegebracht en haar oorzaak vindt in ongevallen die zich hebben voorgedaan in de loop van of door toedoen van de operaties waarvoor de opvordering plaats heeft gehad.Schadevergoeding is niet verschuldigd wanneer de getroffene het ongeval opzettelijk heeft veroorzaakt. Art. 4.

.../...

Voor de duur van de prestaties welke het optreden van de diensten van de civiele bescherming en van de gemeentelijke brandweerdiensten meebrengt, worden de arbeidsovereenkomst en de leerovereenkomst geschorst ten behoeve van de werknemers die tot deze diensten behoren of onder deze omstandigheden zijn opgevorderd. Art. 5.

Artikel 6.-

De Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort, kan, wanneer rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen of schadegevallen dreigen, de bevolking ter verzekering van haar bescherming verplichten zich te verwijderen van plaatsen of streken, die bijzonder blootgesteld, bedreigd of getroffen zijn en degenen die bij deze maatregelen betrokken zijn, een voorlopige verblijfplaats aanwijzen ; om dezelfde reden kan hij iedere verplaatsing of elk verkeer van de bevolking verbieden. Art. 9.

Artikel 7.-

Weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen welke met toepassing van deze wet zijn bevolen, wordt in vredestijd gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank, of met één van die straffen alleen, en, in oorlogstijd of in daarmede gelijkgestelde perioden, met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd frank tot duizend frank, of met één van die straffen alleen Art. 10.

.../...

De Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort, kan bovendien de genoemde maatregelen ambtshalve doen uitvoeren, uitsluitend op kosten van de weerspannigen of in gebreke gebleven.

Artikel 8.-

Gemeentelijke brandweerdiensten kunnen worden opgeroepen om samen met de diensten van de civiele bescherming op te treden. Art.3,derde lid.

De Minister tot wiens bevoegdheid de civiele bescherming behoort, bepaalt de nadere regelen voor de coördinatie van de operaties waarbij de diensten van de civiele bescherming samen met de gemeentelijke brandweerdiensten optreden. Art.3,vierde lid.

Provincies en gemeenten kunnen verplicht worden de diensten van de civiele bescherming de beschikking te geven over terreinen, lokalen, meubilair en leveringen welke nodig zijn hetzij voor de opleiding van het personeel van die diensten, hetzij voor de uitvoering van de maatregelen voor de civiele bescherming op hun grondgebied ; de Koning bepaalt de nadere regelen voor eventuele schadeloosstelling in deze. Artikel 6,tweede lid.

In oorlogstijd worden de maatregelen welke aan provincies en gemeenten zijn opgelegd, door de gouverneur of door de burgemeester bevolen in plaats van door de normaal bevoegde provinciale of gemeentelijke organen ; de reglementen en verordeningen worden in dat geval bindend zodra zij zijn bekendgemaakt op de wijze als door de gouverneur of de burgemeester is bepaald. Art. 6,derde lid.

.../...

HOOFDSTUK II. - GEMEENTELIJKE EN GEWESTELIJKE BRANDWEERDIENSTEN.

Artikel 9.-

De Koning organiseert de inspectie van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Tot die inspectie behoort de controle, op stukken en ter plaatse, op de toepassing van wets- en verordeningsbepalingen en op de uitvoering van maatregelen inzake brandvoorkomingen -bestrijding. Art. 14.

Het personeel, dat met de inspectie belast is, heeft te allen tijde vrije toegang tot de installaties waarover de gemeentelijke brandweerdiensten beschikken, en kan onderzoek instellen onder meer in verband met de voorkomingsmaatregelen, de hulpmiddelen, de reddingsoperaties, de omstandigheden en de oorzaken van schadegevallen.

Artikel 10.-

De gemeenten van iedere provincie worden voor de algemene organisatie van de brandweerdiensten, in gewestelijke groepen ingedeeld. De provinciegouverneur bepaalt de samenstelling van die groepen en wijst in iedere groep de gemeente aan die er het centrum van vormt. Een aldus aangewezen gemeente is er toe gehouden, over een brandweerdienst met het nodige personeel en materieel te beschikken. Art. 11.

Een gewestelijke groep kan worden gevormd uit gemeenten van verschillende provincies. De betrokken gouverneurs bepalen in gemeen overleg de samenstelling van de groep en wijzen de gemeente aan die er het centrum van vormt; wordt geen overeenstemming bereikt, dan neemt de Koning de beslissing op verzoek van een van die gouverneurs.

De overige gemeenten van de gewestelijke groep zijn ertoe gehouden hetzij een brandweerdienst die over het nodige personeel en materieel beschikt te behouden, hetzij een overeenkomst te sluiten waardoor zij een beroep kunnen doen op de brandweerdienst van de gemeente die het centrum van die groep vormt. De provinciegouverneur kan een gewestelijke groepschef aanwijzen, die gelast is, op de door de Koning vastgestelde wijze, op de plaats van het schadegeval de operaties van de brandweerdiensten van eenzelfde groep te coördineren. Art. 11.

Artikel 11.-

Blijft een gemeente in gebreke te voldoen aan de verplichtingen welke voor haar aan de toepassing van deze wet verbonden zijn, dan kan de provinciegouverneur, de verantwoordelijke overheden gehoord, van ambtswege de nodige maatregelen vaststellen en een bijzondere commissaris gelasten zich ter plaatse te begeven ten einde die maatregelen te doen uitvoeren. De procedure betreffende de kosten van het ter plaatse zenden van die bijzondere commissaris is die van artikel 88 van de gemeentewet. Art. 15.

De provinciegouverneur beschikt ook, na de betrokken partijen te hebben gehoord, op ieder beroep dat hij hem is ingesteld door een gemeente welke zich benadeeld mocht achten inzake een overeenkomst, als bedoeld in artikel 10, derde lid; hij stelt de geboden maatregelen vast. Betreft het gemeenten die tot verschillende provincies behoren, dan deelt de gouverneur die beschikt heeft, zijn beslissing mede aan de andere betrokken gouverneurs, die, in geval van akkoord, eveneens de nodige maatregelen kunnen nemen; wordt geen akkoord bereikt, dan neemt de Koning de beslissing op verzoek van een van die gouverneurs (zie de opmerking in het advies). Art. 15.

.../...

Het bedrag van de vergoeding, welke door de gemeente, krachtens een dergelijke overeenkomst, dient te worden gekweten, wordt door de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" van de rekening van die gemeente op de rekening van de gemeenteschuldeiseres overgebracht, op vordering van de bevoegde provinciegouverneur. Art. 15.

Artikel 12.-

De Koning kan binnen de grenzen van de begrotingswetten en onder de door hem te bepalen voorwaarden de gemeenten die over een brandweerdienst beschikken, bijstaan, zowel door het toekennen van subsidies als door overdracht van speciaal voor de behoeften van die diensten verkregen materieel. Art. 16.

Artikel 13.-

Artikel 128 van de gemeentewet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De gemeentereglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten en de overeenkomsten als bedoeld in artikel 10, derde lid, van de wet van ... betreffende de civiele bescherming, worden opgemaakt overeenkomstig een modelreglement en een modelovereenkomst, een en ander door de Koning vastgesteld. Art. 12.

De desbetreffende gemeenteraadsbeslissingen worden aan de provinciegouverneur ter goedkeuring voorgelegd.

.../...

De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten. De gemeenteraadsbeslissingen houdende benoeming, bevordering, schorsing of afzetting van officieren worden aan de provinciegouverneur ter goedkeuring voorgelegd. Art. 13.

Geen enkele brandweerkorps mag gewapend zijn". Art.12, derde lid.

OPHEFFINGSBEPALING.

Artikel 14.- Art. 17.

§ 1.

a : In het opschrift van de wet van 16 juni 1937 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt de nodige maatregelen te nemen om 's lands mobilisatie en de bescherming van de bevolking in geval van oorlog te verzekeren, worden de woorden "en de bescherming van de bevolking" geschrapt.

b : In artikel 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "en de bescherming van de bevolking" geschrapt.

§ 2. Het koninklijk besluit nr 3 van 20 mei 1939 houdende algemene inrichting van de passieve bescherming van de bevolking tegen luchtaanvallen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1947, wordt opgeheven.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. E. DEBRA, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. DEBRA, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.